

Corona-profiteurs : ruissellement d'aides publiques à ceux qui continuent de carboniser le climat

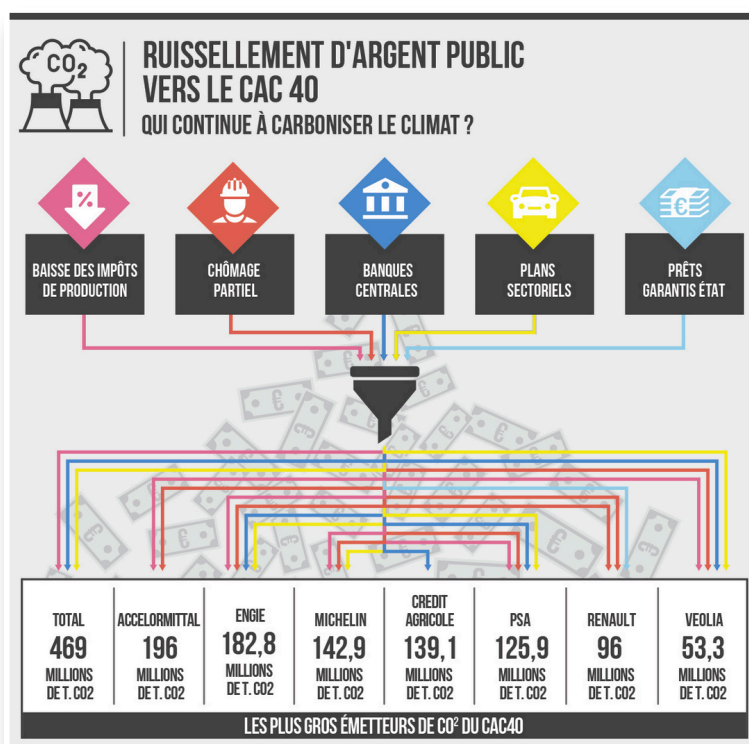
L'épidémie de Covid a justifié des aides massives aux entreprises du CAC40, même aux plus gros pollueurs, et ce sans aucune contrepartie. L'Observatoire des multinationales publie ce 12 octobre "Allô Bercy", un rapport sur les corona-profiteurs. Extraits.



Une bonne partie des aides débloquées par le gouvernement pour faire face à la crise économique bénéficie à des entreprises et des secteurs très polluants, à commencer par celui de l'automobile, avec un prêt de 5 milliards d'euros à Renault, un plan de soutien de 8 milliards d'euros au secteur et plusieurs milliards via le plan de relance. Le transport aérien profite également d'un prêt de 7 milliards à Air France et d'un plan sectoriel. Même le groupe pétrolier Total, l'un des premiers responsables historiques du réchauffement climatique, bénéficie de soutiens publics indirects via la baisse des impôts de production et des achats d'obligation de la Banque de France. Hors CAC40, le groupe para-pétrolier Vallourec devrait profiter d'un apport en capital de la part de la banque publique Bpifrance.

Lorsque les aides publiques à Air France et Renault ont été annoncées, de nombreuses voix se sont élevées au Parlement et dans la société civile pour exiger qu'elles soient conditionnées à des objectifs et des critères clairs et ambitieux en matière environnementale. En vain. Le gouvernement a beaucoup communiqué sur les "engagements" verts que prenaient Renault et Air France, justifiant qu'il ne fallait pas ajouter de conditions contraignantes inutiles.

Les "engagements" d'Air France ont ainsi été largement cités par le gouvernement. Problème : on n'en trouve aucune trace dans la communication du groupe. L'un de ces "engagements" principaux, la suppression de certaines lignes intérieures, a été dénoncé comme insuffisant par les associations éco-



logistes¹ pour réduire véritablement les émissions de gaz à effet de serre du trafic aérien français. Il se pourrait bien que ces lignes soient maintenues ou simplement transférées à des filiales. Pour Renault, le président du constructeur a déjà déclaré² que les engagements demandés par le gouvernement n'étaient "pas très compliqués", puisqu'il ne s'agit que de respecter des délais de paiement aux fournisseurs et de mise en conformité avec les objectifs climat en vigueur. Bref, ce que le groupe était déjà censé faire.

La plus grande partie des promesses écologiques affichées par le gouvernement et les groupes du CAC40 sont en réalité de "fausses solutions" : elles reposent sur le déploiement de technologies qui changent le moins possible le modèle industriel établi et les sources de profit des multinationales, et dont les bienfaits réels sont limités, voire inexistantes.

La voiture électrique, vantée à l'occasion du soutien accordé à Renault et au secteur, en est l'exemple typique. Elle ne représente véritablement un progrès que si l'électricité générée n'occasionne pas elle-même des émissions importantes de gaz à effet de serre ou d'autres pollutions. Elle ne change rien aux émissions liées aux pneumatiques et aux systèmes de freinage. Enfin, il faut tenir compte de l'ensemble du cycle de vie des véhicules.

"On va pouvoir surfer sur la rénovation énergétique pendant cinq ans"

Il en va de même pour "l'avion vert", abondamment cité lors de l'annonce du plan de soutien à l'aéronautique, qui n'existe pas. Les solutions privilégiées aujourd'hui par les industriels du secteur sont le recours aux agrocarburants et la compensation carbone, qui entraînent des changements d'utilisation des terres – y compris de la déforestation – encore plus néfastes pour le climat. Une bonne partie du volet "vert" du plan de relance semble lui aussi taillé pour les besoins des industriels, avec par exemple le soutien massif (7 milliards d'euros) à la filière hydrogène. Celle-ci n'est pas à l'heure actuelle une énergie "propre" et ne pourra pas le devenir avant de nombreuses années. Le plan inclut même un appui au nucléaire.

Sur la rénovation énergétique des bâtiments, le groupe de travail chargé de plancher sur le sujet est présidé par le groupe Saint-Gobain. Aucune place n'est laissée aux acteurs syndicaux ou associatifs.

"On va avoir un plan et on va pouvoir surfer sur la rénovation énergétique pendant cinq ans", déclarait le PDG de Saint-Gobain en juillet dernier. "Il y a beaucoup d'argent à Bruxelles."

Tout est dit.

Maxime Combes, Olivier Petitjean

Infographies : Guillaume Seyral

Photo : CC bulbocode909

¹ Voir ce rapport.

² https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/pre-t-de-5-milliards-deuros-renault-maintient-son-plan-de-suppression-demplois-mais-sans-souffrance-sociale-ni-baisse-des-salaires_3970865.html

❑ Le rapport Allô Bercy ? Aides publiques : les corona-profiteurs du CAC40 est un extrait, publié en avant-première de CAC40 : le véritable bilan, édition 2020, à paraître dans quelques semaines.

Version en ligne disponible gratuitement sur le site de l'Observatoire des multinationales : www.multinationales.org

❑ Appel à témoignages

Cet État des lieux est provisoire et demande à être complété. Une grande partie des informations sur les aides dont ont bénéficié les grandes entreprises du CAC40 et au-delà est tenue secrète ou n'est pas facilement disponible parce que trop localisée.

Nous invitons donc les lectrices et lecteurs, au sein ou dehors des entreprises, qui auraient accès à ces informations à les partager avec nous.

Email de contact : observatoire@multinationales.org

Ou via ce formulaire : <https://framaforms.org/allo-bercy-pas-dimpunite-pour-les-profiteurs-1586187208>